

Le Maroc, destination déconseillée par l'Occident

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4663 - Jeudi 27 décembre 2018 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

Cinq candidats pour le poste de sénateur

Page 24

Trois mille morts en onze mois

Moins d'accidents, mais les routes toujours meurtrières

Page 3

«Le seul problème de l'économie américaine»

Par Mohamed Habili

Entre la banque centrale américaine et Donald Trump, rien ne va plus depuis quelque temps déjà. Le président américain désigne à des postes importants des personnes qu'il croit pour on ne sait quelle raison sur la même longueur d'onde que lui dans leur domaine de compétence. Il s'aperçoit un peu plus tard qu'en fait c'est à des sortes de démocrates, à des adversaires donc, qu'il a confié des missions essentielles tant pour la suite de son mandat courant que pour l'acquisition d'un deuxième. Il se sent dès lors trompé par eux, d'autant plus d'ailleurs qu'il n'a pas suffi pour lui de les nommer, mais également de les faire confirmer par un Sénat souvent très regardant. S'ils avaient joué franc jeu avec lui, s'ils lui avaient dit à l'avance, dès le moment donc où il les avait pressentis, qu'ils ne professaient pas exactement les mêmes avis sur lui sur les sujets relevant de leur compétence, ce n'est pas eux qu'ils auraient choisis. De tous ceux sur lesquels il s'était trompé, il en est un qu'il ne pourrait pas limoger, et dont pourtant à ses yeux bien des choses peuvent dépendre : Jerome Powell, le président de la Fed. Il en est venu à demander autour de lui s'il y a moyen de le dégommer quand même. L'économie américaine, a-t-il tweeté dernièrement, n'a qu'un seul problème, c'est la Fed, c'est-à-dire Jerome Powell.

Suite en page 3

Le ministre du Commerce l'a affirmé

2019 sera l'année des exportations à grande échelle



Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a annoncé que l'année 2019 sera celle de la promotion des exportations hors hydrocarbures, assurant que cette vision est basée sur les enseignements tirés de diverses impressions émanant des manifestations commerciales organisées par le ministère du Commerce dans plusieurs pays, afin de faire connaître la grande qualité des produits algériens. Lire page 2

Aides au logement à Adekar/Béjaïa

Des postulants déçus récusent la liste des bénéficiaires

Page 4

Pièce théâtrale «Istirahet El Mouharridjine» de Ahmed El Agoune

La torture durant l'occupation française mise à nu

Page 13

Le ministre du Commerce l'a affirmé

2019 sera l'année des exportations à grande échelle

■ Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a annoncé que l'année 2019 sera celle de la promotion des exportations hors hydrocarbures, assurant que cette vision est basée sur les enseignements tirés de diverses impressions émanant des manifestations commerciales organisées par le ministère du Commerce dans plusieurs pays, afin de faire connaître la grande qualité des produits algériens.

Par Meriem Benchaouia

S'exprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, Saïd Djellab a rappelé qu'à l'effet de faire connaître la large panoplie des produits algériens, des déplacements d'un grand nombre d'entreprises avaient été organisés vers des marchés à l'étranger, notamment en Amérique, au Moyen-Orient et en Afrique en particulier. «Pendant ces visites, il est apparu que nombre de ces produits peuvent concurrencer aisément ceux d'autres pays, tant au plan de la qualité que des coûts», a-t-il signalé. D'une étude élaborée en coopération avec le Centre du commerce international de Genève, il a expliqué que celle-ci avait permis de cibler distinctement les secteurs susceptibles d'être investis sur ces marchés et, dans le même temps, de cerner les aspects pouvant contribuer à promouvoir les exportations, tels ceux relatifs à la qualité, la logistique ou encore l'information commerciale.

Entre autres actions allant dans le même sens, il a souligné l'important apport que constituait les institutions d'appui à l'exportation, dont il a annoncé, par ailleurs, le prochain redéploiement et parmi lesquelles il a cité l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), la Société algérienne des foires et exportations (Safex) et l'Organisme algérien d'accréditation (Algerac). Tout cet ensemble d'activités allait nous permettre, a-t-il dit, d'élaborer, à partir de janvier 2019, «une feuille de route» tendant à donner corps aux exportations, laquelle, a-t-il indiqué, constituera le «sujet central» de tous les débats économiques durant les années à venir. L'un des aspects que M. Djellab a tenu à relever était relatif au financement des exportations sans lequel, a-t-il dit, celles-ci se trouveraient handicapées. A ce titre, il a annoncé qu'en plus de soutenir le transport des marchandises, le système déjà existant allait être réformé, afin de le rendre efficient et palpable concernant les activités d'exportation. D'autre part, le premier responsable du secteur a observé qu'un regain de confiance s'était désormais créé au sein des opérateurs économiques, dont il a assuré qu'une majorité parmi eux souhaitaient faire connaître leur production sur les marchés à l'extérieur du pays. S'agissant des perspectives en matière d'activités commerciales, le ministre a souligné que «le soutien et l'accompagnement destinés à faciliter l'accès des produits



algériens aux différents marchés étrangers, afin d'éliminer progressivement la dépendance vis-à-vis

des produits importés, entraîneront, sans aucun doute, une dynamique importante dans les pro-

chaines années», et ce, a-t-il ajouté, à la faveur d'une vision future prometteuse et des orientations

solides accordées par la plus haute autorité du pays.

M. B.

Rattrapé par le terrorisme

Le Maroc, destination déconseillée par l'Occident

Bien qu'il soit leur allié indéfectible dans la région, aujourd'hui les puissances mondiales, depuis l'assassinat terroriste des deux touristes scandinaves, déconseillent officiellement et forment la destination du Royaume du safran.

Tout porte à croire que cette année le tourisme marocain en pâtira grandement à la suite de l'assassinat des deux jeunes touristes scandinaves dans une région rurale proche d'Imlil. C'est en tout cas ce que laissent présager les différentes alertes émises par le Canada, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne qui considèrent que «le Maroc n'est plus un havre de paix», et mettent en garde contre le danger de s'y trouver en raison de la menace terroriste qui persiste après le meurtre de Louisa Vesterager Jespersen et de Maren Ueland, deux jeunes touristes norvégiennes en randonnée sur le chemin du Mont Toubkal, dans le sud du Maroc.

Le gouvernement canadien est le premier à avertir, avant-hier, ses ressortissants désirant de se rendre au Maroc à la vigilance, affirmant que le terrorisme constitue une menace dans le royaume, et des étrangers ont déjà été la cible d'attentats. Ainsi, dans un communiqué publié sur un site officiel, le gouvernement canadien a rappelé que deux touristes scandinaves ont été tués dans une zone montagneuse du sud du Maroc, à 10

km d'Imlil, un village du Haut-Atlas, indiquant que «les autorités marocaines ont qualifié le meurtre d'acte terroriste». A cet effet, Ottawa a mis en garde ses ressortissants contre de nouvelles attaques dans ce pays, indiquant que «des terroristes peuvent frapper à tout moment». «Ils peuvent cibler, entre autres, des immeubles gouvernementaux, des lieux de culte, des écoles, des centres de transport et des lieux publics fréquentés par des étrangers (comme les attractions touristiques), des restaurants, des bars, des cafés, des centres commerciaux, des marchés et des hôtels (particulièrement les centres de villégiature côtiers)», a-t-il été précisé. Le Canada a ainsi appelé à la vigilance «même dans les lieux les plus sécurisés», car il estime qu'ils «ne peuvent être considérés comme totalement sans danger». «Soyez toujours sur vos gardes dans les lieux publics. Demeurez dans des hôtels dont les mesures de sécurité sont fiables, gardez à l'esprit, toutefois, que même les lieux les plus sécurisés ne peuvent être considérés comme totalement sans danger», lit-on sur le site officiel.

Vient ensuite l'ambassade des Etats-Unis à Rabat qui recommande aux ressortissants américains au Maroc de faire preuve d'une plus grande prudence face au risque d'attaques terroristes après l'assassinat de deux touristes scandinaves,

revendiqué par Daech. A ce titre, «à la lumière des récents assassinats de deux touristes scandinaves dans une région rurale proche d'Imlil, au Maroc, la mission (des Etats-Unis) recommande aux citoyens américains d'exercer à l'heure actuelle une prudence accrue en particulier dans les zones rurales et isolées», avertit l'ambassade américaine dans une alerte affichée sur son site internet, leur préconisant ainsi de revoir leurs plans de sécurité personnel, de surveiller leur environnement immédiat et de se faire discrets. S'ensuivra la France qui à son tour a appelé ses ressortissants à la «plus grande vigilance» dans leurs déplacements au Maroc, suite à l'assassinat sauvage par l'organisation terroriste Daech de deux randonneuses scandinaves dans la région de l'Atlas. «Il est recommandé de faire preuve de la plus grande vigilance dans les déplacements, notamment dans les zones isolées», a en effet indiqué le Quai d'Orsay dans son conseil aux voyageurs français au Maroc. Ceci, avant de recommander aux touristes français au Maroc «de ne pas partir seul et de contacter un organisme de voyage agréé» durant les excursions en montagne. De son côté, le journal britannique «The Sun», qui cite le Foreign Office, a averti également que «les terroristes sont encore susceptibles de mener des attaques au Maroc» et exhorté les visiteurs britanniques

à «être vigilants à tout moment». Dans une enquête menée par «The Sun», à la suite de l'exécution par Daech des deux touristes scandinaves, le journaliste révèle que «le Maroc n'est plus un havre de paix et de stabilité du moment que les étrangers sont désormais devenus des cibles possibles pour les extrémistes locaux». Ce pays est devenu aussi «un tremplin» pour les attaques terroristes de Daech et «le terreau» du groupe extrémiste qui a envahi l'Europe, a-t-il ajouté. Pour rappel, les touristes en question sont Louisa Vesterager Jespersen, une étudiante danoise de 24 ans, et son amie Maren Ueland, une Norvégienne de 28 ans, parties ensemble pour un mois de vacances au Maroc. Tuées dans la nuit du 16 au 17 décembre dernier, leurs corps ont été découverts lundi dernier sur un site où elles avaient planté la tente pour la nuit, à deux heures de marche du village d'Imlil, sur le chemin du Mont Toubkal dans le sud du Maroc. L'une des deux victimes a été «décapitée», ont rapporté des médias marocains. Leurs corps portaient des «traces de violence à l'arme blanche sur le cou», ont ajouté les mêmes sources, s'appuyant sur un communiqué des autorités marocaines. Quatre des suspects arrêtés appartenaient à une cellule qui a prêté allégeance au groupe terroriste Daech.

Lynda Naili

Trois mille morts en onze mois

Moins d'accidents, mais les routes toujours meurtrières

■ Chaque jour, les accidents de la circulation sont responsables de plusieurs morts et blessés. En onze mois, 3 091 personnes ont trouvé la mort dans plus de 20 000 accidents de la route. Quoiqu'en baisse significative, le nombre d'accidents, de morts et de blessés reste toujours trop élevé.

Par Louiza Ait Ramdane

Depuis le début de l'année, les différents services de sécurité ont enregistré un bilan alarmant de la situation sur les routes. Selon un bilan rendu public hier, par le Centre national de prévention et de sécurité routière, trois mille quatre vingt onze personnes ont péri et 30 561 autres ont été blessées dans des accidents de la route enregistrés entre janvier et novembre 2018. Les multiples dispositifs préventifs et répressifs déployés ne semblent guère convaincre les chauffards à prendre conscience du danger de la route. Encore une fois, c'est le facteur humain qui est responsable de l'hécatombe sur les routes. Les accidents de la circulation font désormais partie du quotidien des Algériens. Pas un jour ne se passe sans son lot d'accidents avec des bilans lourds consacrés par des morts!

L'excès de vitesse reste l'un des principaux problèmes de sécurité routière et joue un rôle majeur dans la plupart des accidents mortels de la route. La perte de contrôle du véhicule, le dépassement dangereux, l'insouciance des piétons et le non-respect de la distance de sécurité sont aussi cités parmi les principales causes d'accidents de la route. Il faut dire aussi que l'état déplorable de nos routes demeure un vecteur potentiel des accidents de la circulation dans notre pays.



Quoiqu'en baisse de 8,35%, par rapport à la même période de l'année précédente, selon le CNPSR, les accidents de la route restent un phénomène inquiétant. En effet, le CNPSR, fait état de 21 568 accidents enregistrés entre janvier et novembre 2018. Le nombre de morts a également baissé de 8,33% et le nombre de blessés de 10,46% par rapport aux chiffres de 2017, ajoute le communiqué du CNPSR.

Toutes les mesures de sensibilisation au respect du code de la route n'empêchent pas de dénombrer à chaque mois des

accidents de la circulation. En plus de coûter la vie à des milliers de personnes par an, les accidents de la route ont également un coût économique pour le pays estimé à 100 milliards DA/an en moyenne, sans compter les charges répercutées sur les compagnies d'assurance.

Le renforcement de la sécurité et de la prévention routière par la sensibilisation et l'installation d'un millier de radars sur les routes n'auront pas suffi. Les radars sont repérés par les conducteurs. Le principal défi réside dans le changement des mentalités et des comporte-

ments dans notre société. Les mesures de prévention prises par les différents intervenants dans la sécurité routière et les modifications apportées au code de la route, avec le durcissement du contrôle technique, n'ont pas apporté les résultats escomptés afin d'atténuer ce mal qui continue à faire des victimes. En plus des mesures techniques visant à maintenir la répression, il est vital d'inculquer la culture de la prudence routière dans les auto-écoles et les écoles pour que la prudence sur la route devienne un réflexe quotidien.

L. A. R.

Programme de logements 2015-2019

Les contrats de huit entreprises résiliés

Accusé du retard dans la réalisation des projets durant la période allant de 2015 à 2018, Temmar a indiqué que le ministère a procédé à la résiliation des contrats de près de 10 000 logements dont la réalisation était confiée à 8 entreprises, dont 4 étrangères, dans les wilayas de Biskra, Bouira, Tebessa, Tlemcen, Guelma, Mascara, Tissemsilt et Ain Defla. N'acceptant aucun retard dans la réalisation et la réception des logements, toutes formules confondues, le ministre de l'Habitat a indiqué qu'il a résilié «des contrats de près de dix mille logements dont la réalisation a été confiée à 8 entreprises, dont 4 étrangères, dans les wilayas de Biskra, Bouira, Tebessa, Tlemcen, Guelma, Mascara, Tissemsilt et Ain Defla». En outre, Temmar a affirmé que 1 128 424 logements sur un total de 2 153 668 unités inscrites au titre du programme quinquennal

2015-2019 ont été réceptionnés jusqu'au 24 décembre 2018 à l'échelle nationale, précisant que 733 440 autres unités étaient actuellement en cours de réalisation et 291 804 à l'arrêt. Evoquant l'avancement des projets de logement, le ministre a fait état d'un taux «considérable» durant les quatre premières années (2015-2018), précisant que le programme quinquennal a été réceptionné à 52% alors que 34% des logements sont en cours de réalisation. Il a ajouté que les chantiers non lancés concernent les 14% restants. La cadence de réalisation des logements a connu un bond qualitatif, avec une moyenne annuelle de 280 000 unités réalisées, a-t-il poursuivi. Le budget consommé durant la période 2015-2018 était de 2 065,43 milliards de dinars, à raison de 550,78 milliards de dinars par an, a précisé le ministre. Temmar a dévoilé un autre programme de réalisation de

180 000 logements pour l'exercice 2019, dont les travaux de réalisation débuteront durant le premier semestre 2019, notant qu'il s'agit de 90 000 logements AADL, 40 000 logements ruraux et 50 000 logements promotionnels aidés. Le programme de logements pour la période 2015-2019 comprend 698 739 logements publics locatifs (32%) et 470 000 logements AADL (22%), auxquels s'ajoutent 90 000 unités inscrites au titre du programme de 2019 et 681 898 logements ruraux (40 000 unités supplémentaires pour l'année 2019) et 253 031 logements promotionnels aidés (50 000 unités supplémentaires pour l'année 2019) et 50 000 logements promotionnels publics. Le nombre de souscripteurs à la location-vente est de plus de 560 000, a indiqué le ministre, rappelant l'inscription, au titre de l'exercice 2019, d'un programme de 90 000 logements, ce qui permet la prise en charge de l'ensemble des souscripteurs en attendant

de s'assurer définitivement de leur éligibilité. Le problème du foncier a été réglé dans la majorité des wilayas, à l'exception d'Alger et Tizi-Ouzou où des efforts sont consentis pour y remédier, a-t-il observé. Un programme de rattrapage de 93 milliards de dinars a été consacré à l'aménagement des logements finalisés ou en voie de finalisation, toutes formules confondues, à travers les différentes wilayas, a-t-il indiqué, ajoutant qu'une enveloppe de 80 milliards de dinars a été allouée à la prise en charge de quelque 190 000 logements publics, en termes d'aménagement extérieur et de réalisation de réseaux et de voiries divers pour la période 2015-2018. En dépit de la conjoncture financière difficile, ce montant «colossal» a été consacré à l'aménagement extérieur des logements publics et à leur raccordement aux réseaux d'eau, d'assainissement, de gaz et d'électricité et de fibre optique, a-t-il déclaré.

LA QUESTION DU JOUR

«Le seul problème de l'économie américaine»

Suite de la page une

Ce qu'il attend d'elle, c'est qu'elle baisse les taux d'intérêt au lieu de les augmenter, ce qu'elle a fait quatre fois en 2018, la toute dernière remontant à moins d'une semaine. A sa décharge, il faut dire qu'il est dans la norme pour un président américain de s'attendre à ce que la Fed mette en œuvre de son temps une politique d'argent le plus facile possible, pour autant bien sûr que cela ne soit pas inflationniste. De même qu'il est admis que la Fed ne tienne pas compte des vœux du président. Pourtant la Fed, contrairement à la BCE, n'a pas pour seule mission de tenir sous contrôle les prix, elle doit aussi favoriser l'emploi. Il se trouve que depuis des années l'inflation et les taux d'intérêts sont faibles. Théoriquement, ils ne devraient pas l'être simultanément et pendant si longtemps. Cette concomitance est unique dans l'histoire du capitalisme. Quoi qu'il en soit, s'il n'y a pas d'inflation, ou si peu, les taux d'intérêts peuvent baisser encore. C'est précisément ce que demande Trump, et que lui refuse la Fed. Jusque-là, il a pensé que si Jerome Powell agit comme il le fait, c'est par rigorisme, ou par étroitesse d'esprit, ou parce qu'il a des œillères, ou par idiotie, ou par folie, mais toutefois pas par malveillance à son égard. En cette matière, comme en d'autres, Trump ne voit le démocrate poindre chez quelqu'un qu'en dernière analyse. Pour preuve qu'il est arrivé au bout de sa patience s'agissant de Powell, c'est qu'il s'est mis à chercher comment lui faire subir le même sort qu'à Jeff Sessions, à Jim Mattis, et à d'autres encore, la liste étant déjà plutôt longue. Le différend entre les deux hommes est en fait celui des deux départements de l'exécutif dont ils sont les têtes. La Maison-Blanche a tout intérêt à ce que l'argent soit bon marché et coule à flots. La Fed a pour devoir de faire en sorte que l'argent ait au contraire un prix. Or pour elle, le bon prix, c'est 3% d'intérêt. Elle en est encore assez loin, puisque même avec les quatre hausses de l'année qui se termine, il dépasse encore à peine les 2%.

M. H.

Evoquant l'éradication de l'habitat précaire, le ministre a indiqué que le recensement national de l'habitat précaire a fait ressortir 560 000 habitations, ajoutant qu'un programme de 388 045 LLP a été inscrit pour l'éradication de l'habitat précaire ainsi que 95 000 subventions pour la restauration suivant les demandes déposées au niveau de la wilaya.

Thinhibene Khouchi

Aides au logement Fonl à Adekar/Béjaïa

Des postulants déçus récusent la liste des bénéficiaires

■ Les sièges des APC des municipalités d'Adekar et Semaoune ont été fermés par des citoyens très en colère. A Adekar, la population, notamment les postulants aux aides financières pour la construction d'un logement rural, ont manifesté pour la deuxième journée consécutive.

Par H. Cherfa

Ils ont investi le siège de l'APC qu'ils ont bloqué. Les malheureux postulants aux aides financières entrant dans le cadre du logement FONAL ou d'autoconstruction ont revendiqué la révision de la liste des bénéficiaires de ces aides et rappellent que certains ont déposé des demandes depuis de très longues années, dénonçant simultanément «l'opacité» caractérisant le choix de bénéficiaires et le déroulement de l'opération. Les malheureux postulants ont tenté, avant-hier, de fermer «pacifiquement» l'APC mais ils ont été violemment empêchés par les partisans du maire qui l'attendaient de pied ferme devant la mairie. Les mécontents interpellent le chef de l'exécutif afin d'intervenir et dépêcher une commission sur les lieux pour enquêter sur cette affaire. Notons que des altercations ont éclaté avant-hier entre les mécontents et les partisans du maire, selon un communiqué rendu public par le Parti socialiste des travailleurs (PST). Lequel

explique que ces actions sont liées à la publication sur les réseaux sociaux d'une liste de bénéficiaires d'aide à l'habitat rural que les services de l'APC auraient élaboré dans l'opacité totale. Et d'ajouter : «dès la matinée les manifestants ont été reçus par un comité d'accueil assez belliqueux». Le PST exprime sa «solidarité et son soutien à l'égard des manifestants et condamne les brutalités et agressions des citoyens protestataires que rien ne peut justifier». lit-on son communiqué. Les manifestants affirment avoir saisi le chef de daïra mais, faute de prérogatives, ce dernier n'a rien pu faire. Par ailleurs, il est utile de souligner que des dizaines de citoyens de la commune de Semaoune ont également fermé le siège de l'APC hier matin pour interpellier les autorités locales afin de prendre en charge leurs préoccupations liées à l'amélioration de leurs conditions de vie. Les insurgés qui rappellent avoir, maintes fois, «saisi» sans succès le maire afin d'améliorer leurs conditions de vie ont décidé d'agir. Les manifestants affirment



Ph.D.R.

que la maire a avoué être dans l'incapacité de répondre à leurs revendications par manque de moyens financiers. Hier, ils ont revendiqué la prise en charge de plusieurs doléances dont l'alimentation en eau potable, le

revêtement des chemins et l'aménagement, la relance des travaux du projet de raccordement de la commune au gaz naturel qui est l'arrêt, l'alimentation en électricité et la pose d'éclairage public. H. C.

Sécurisation du pays

Gaïd Salah souligne «l'importance vitale» de la 4^e Région militaire

Le général de Corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a souligné mercredi à Ouargla «l'importance vitale» de la 4^e Région militaire et le «rôle majeur» de ses unités, implantées le long de la bande frontalière dans la sécurisation du pays contre toutes les menaces et tous les fléaux, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Votre rôle en tant que cadres au niveau de cette région militaire frontalière et au niveau de toutes les régions militaires, est un rôle intrinsèque sur plus d'un plan, car le cadre est le superviseur principal dans les limites de ses responsabilités. Il lui revient de veiller en permanence sur ses subordonnés dans tous les domaines du métier militaire», a-t-il affirmé dans une allocution d'orientation prononcée à l'occasion d'une rencontre avec le Commandement, les Etats-majors, les Commandants d'unités et les responsables des services de sécurité, organisée lors du quatrième et dernier jour de sa visite en 4^e Région militaire. Le vice-ministre de la Défense nationale a estimé, à ce propos et à titre d'exemple, que «la formation et la préparation au combat pourront atteindre leur finalité escomptée avec la participation d'une équipe d'encadrement qui

veillent à la concrétisation de tous les programmes tracés pour l'année de formation et de préparation au combat». La responsabilité de l'aboutissement de ces démarches, a-t-il poursuivi, «incombe à ces cadres chargés de cette noble mission. J'ai donné, ici, un seul exemple pour illustrer le rôle primordial assigné au cadre, et vous savez, sans doute, que les domaines du métier militaire sont multiples et très connexes, voire intégrés et complémentaires. Ainsi, cela vous appelle, chacun dans son poste de responsabilité et dans la limite de ses compétences, à œuvrer à ce que votre travail soit soigné, cohérent et perfectionniste, et à renforcer votre motivation en puisant sa force dans la bonne synergie des efforts et de la jonction des objectifs des actions», a-t-il plaidé. Le général de Corps d'armée a mis l'accent sur l'intérêt particulier qu'il accorde personnellement au «rehaussement du corps de bataille des Forces armées à des niveaux élevés et exceptionnels, à la hauteur des nobles missions assignées à l'ANP», réitérant «l'importance de réunir toutes les conditions propices et les moyens nécessaires permettant d'asseoir un climat adéquat pour une meilleure vie professionnelle prometteuse». «Le cadre représente l'exemple parfait pour l'ensemble de son entourage. Il doit être le modèle à

suivre en termes de véritable patriotisme et de dévouement. Le cadre représente, en effet, le guide de ses subordonnés, il les protège et les assiste, et veille au rehaussement de leur moral, de leur rendement professionnel et à la promotion de leurs conditions de vie et leurs relations sociales», a-t-il soutenu. Le Chef d'Etat-Major de l'ANP a affirmé, à ce titre, que «le rendement du militaire est très lié à son état d'esprit moral», rappelant que le Haut Commandement de l'ANP «veille, sans cesse avec l'aide d'Allah, et à la lumière des orientations de son excellence, le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, à réunir toutes les conditions propices et les moyens nécessaires permettant d'asseoir un climat adéquat pour une meilleure vie professionnelle prometteuse et ce, au niveau de toutes nos unités implantées sur l'ensemble du territoire national». «Ceci est une bénédiction divine d'Allah, pour laquelle nous louons sa générosité et que nous voulons une motivation à aller de l'avant vers davantage de travail soutenu et fructueux», a-t-il ajouté. Lors du quatrième et dernier jour de sa visite en 4^e Région militaire, le général de Corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, a également inspecté quelques unités de la Région et a inauguré de nouvelles structures, indique la

même source. A l'entame et à l'entrée du siège du Commandement de la Région, le général de Corps d'armée a observé, en compagnie du général-major Hassan Alaïmia, Commandant de la 4^e Région militaire, un moment de recueillement sur l'âme du chahid «Chihani Bachir», dont le nom est porté par le siège de la Région, où il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorant sa mémoire et a récité la Fatiha sur son âme et sur celles des valeureux chouhada. Le général de Corps d'armée a procédé, en outre, à l'inauguration de quelques structures administratives à l'instar du nouveau siège du Commandement de la Région qui dispose de toutes les commodités du travail confortable. Il a inauguré l'hôpital militaire régional universitaire (140 lits) devant réunir presque toutes les spécialités médicales et dont la réalisation s'inscrit dans le cadre de la politique de santé adoptée par le Haut Commandement de l'ANP afin d'assurer tous les soins médicaux aux personnels de la Région et à leurs familles et ce, sans recourir aux déplacements aux établissements hospitaliers dans le nord du pays. Il a visité les divers services et annexes de l'hôpital et s'est enquis, de près, des équipements modernes mis à disposition. L. M./APS

Ooredoo enrichit ses offres Internet Mobile Avec la nouvelle SIM N'ternet de Ooredoo, profitez d'un maximum d'Internet haut débit et YouTube en illimité*

OREODOO continue d'enrichir ses offres exclusives destinées à ses clients et lance une nouvelle offre sur la SIM N'ternet prépayée sans engagement, accordant un maximum d'Internet haut débit et de YouTube en illimité*. Désormais, l'offre SIM N'ternet est disponible pour acquisition en deux formules, soit : la SIM + un modem 4G ou bien la Sim seule, selon les détails suivants : Sim N'ternet + Modem 4G : disponible pour le prix de 2990 DA avec 1 Go d'Internet et 1 Go de YouTube offerts (chaque mois pendant 6 mois). Sim N'ternet seule : disponible pour le prix de 500 DA avec 1 Go d'Internet et 1 Go de YouTube offerts (chaque mois pendant 3 mois). Aussi, Ooredoo propose à ses clients une large panoplie de forfaits contenant des volumes Internet haut débit et un accès jusqu'en illimité à YouTube, d'une validité de 30 jours :

Le forfait de 1000 DA offrant 15 Go d'Internet + 5 Go de YouTube valables 30 jours. Le forfait de 2000 DA offrant 30 Go d'Internet + 15 Go de YouTube valables 30 jours. Le forfait de 3000 DA offrant 60 Go d'Internet + YouTube illimité valables 30 jours. La nouvelle SIM N'ternet est disponible au niveau de tous les Espaces Ooredoo, les City-Shops, les Espaces Services Ooredoo et les points de vente agréés répartis sur tout le territoire national. L'offre SIM + le Modem 4G est, quant à elle, disponible dans les espaces Ooredoo et City shops uniquement. Avec le lancement de cette nouvelle SIM, Ooredoo poursuit son engagement d'enrichir l'expérience 4G de ses clients en leur permettant de profiter pleinement d'une connectivité haut débit à travers les 48 wilayas du pays grâce à son réseau de couverture performant, rapide et efficace.

*pour le forfait 3000 DA

Communiqué

Fruits

La production nationale couvre à 100% les besoins des citoyens

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a fait état à Alger, d'une abondance de fruits avec une moyenne de 40 kg/personne par an, ajoutant que la production locale couvrait à 100% les besoins des citoyens.

Par Amel B.

Cette quantité inscrit l'Algérie dans la liste des pays consommateurs de fruits, a avancé M. Bouazghi dans son intervention à l'occasion de l'ouverture de la rencontre nationale sur la filière arbres fruitiers, à laquelle ont assisté les Directeurs des services agricoles et les présidents des Conseils interprofessionnels de la branche arboriculture fruitière et des opérateurs économiques. En 2017, l'Algérie a exporté 409 tonnes de fruits notamment vers la Thaïlande, l'Espagne, le Vietnam et la Russie, a-t-il rappelé, ajoutant que ce résultat est le fruit de la politique de développement agricole mise en œuvre par le secteur. Cette politique, poursuit le ministre, «a donné lieu à une amélioration notable en termes de production et d'offre agricole notamment en ce qui concerne



PHOTO

les récoltes stratégiques permettant de couvrir les besoins alimentaires des Algériens en s'appuyant sur la production locale et ce afin de réduire le volume d'importation, diversifier la production en quantité et en qualité avec des avantages relatifs et compétitifs et renforcer les fondements d'un développement durable susceptible de créer des opportunités d'exportation». Adoptée depuis 2000, cette politique tend à couvrir les besoins alimentaires des citoyens, élever les capacités de production à travers la création de nouveaux terrains mis en valeur, l'extension des superficies irriguées, la rationalisation de l'utilisation d'eau, le

renforcement des exportations et des capacités de transformation, de conserve et de stockage dans les chambres froides et ce pour garantir une meilleure régulation de produits et maîtriser les fluctuations des prix, a-t-il expliqué. Cette série de mesures mises en œuvre par le secteur sur tous les niveaux «a permis d'atteindre des résultats probants», a-t-il mis en avant, soulignant dans ce sens, que «nos marchés sont approvisionnés régulièrement et connaissent une disponibilité en matière de produits agroalimentaires de base, enregistrant parfois des excédents pour certains produits, ce qui a ouvert des horizons pour accéder au marché

international». Occupant une place importante dans la politique agricole, la filière arboriculture fruitière en Algérie est caractérisée par sa diversité, a-t-il mis en exergue. A ce propos, M. Bouazghi a fait savoir que la surface boisée en arbres fruitiers était de l'ordre de 154 000 hectares en 2000 passant à 262 000 hectares en 2018, soit une hausse de 70 %, a ajouté M. Bouazghi, précisant que les arbres occupent 3% de la superficie arable cette année. Cette filière offre plus de 1,6 million de postes d'emploi permanent et saisonnier outre de nombreuses entreprises activant dans les secteurs de la mise en valeur, le

conditionnement et l'industrie manufacturière. Concernant la production, les statistiques de 2018 révèlent que la production a atteint 16 892 480 quintaux contre 4 523 370 quintaux en 2000, soit une hausse de 273 %, a-t-il ajouté. Au plan économique, la valeur de production de la filière des arbres fruitiers s'est élevée à 197,8 milliards DA en 2018 contre 121,6 milliards DA en 2010, soit une hausse de 63 %. Cette valeur représente 8 % de la valeur de la production agricole globale en 2018. A la lumière de ces résultats réalisés, le ministre a mis en valeur le rôle agricole, économique et social de cette filière à travers sa contribution à l'autosuffisance en fruits crus et transformés ainsi que le développement du secteur de l'agroalimentaire et la valorisation des zones montagneuses et les zones à climat local, outre la production d'excédents destinés à l'exportation. Par ailleurs, le ministre a rappelé les investissements «considérables» réalisés par l'Etat, citant les infrastructures dans les zones rurales, l'aménagement des superficies irriguées, le boisement des arbres fruitiers dans des superficies importantes, la mise en place de pépinières, le développement de la mécanisation de l'agriculture ainsi que la mise en place de matériel de transformation et de stockage. Il a appelé tous les responsables aux niveaux central et local, dont les centres de recherche, de formation et de vulgarisation à soutenir cette filière stratégique, vu son importance pour l'économie nationale.

A. B

Changes

L'euro monte face au dollar

L'euro continuait de monter légèrement face au dollar hier matin, dans un contexte de turbulences aux Etats-Unis, entre les critiques de la réserve fédérale par le président Trump et le blocage budgétaire des administrations américaines. Mercredi matin, l'euro dépassait la barre de 1,14 dollar et s'échangeait à 1,1406 dollar pour un euro contre 1,1392 mardi soir. Donald Trump a persisté mardi dans ses critiques contre la Banque centrale, qui «augmente les taux d'intérêt trop rapidement» sur fond d'inquié-

de quant à la croissance de la première économie mondiale. Les critiques de M. Trump à l'encontre de la Fed se sont multipliées depuis la semaine dernière et le secrétaire américain au Trésor Steve Mnuchin a dû démentir samedi des informations évoquant un limogeage du président de la Banque centrale, Jerome Powell. M. Trump a par ailleurs réaffirmé mardi sa position sur le financement d'un mur à la frontière mexicaine, déclarant ne pas voir d'issue possible au «shutdown», la fermeture partielle des administrations, avant

que sa promesse de campagne ne soit incluse dans une loi budgétaire. Les marchés pâtissent des incertitudes - Wall Street a encaissé sa pire semaine depuis 2008 à quelques jours des fêtes de fin d'année - et le dollar se replie, les «marécages et chausse-trappes politiques devenant trop durs à ignorer», selon un analyste. Pour un autre analyste, la tendance s'est «renversée tandis que les facteurs qui poussent à la vente de dollars, comme la confusion au sein de l'administration Trump et la guerre commerciale entre la Chine et

les Etats-Unis, se multiplient». Selon lui, le dollar pourrait par exemple tomber «sans surprise» en dessous des 110 yens dans les prochains jours. Mercredi matin, le dollar se maintenait toutefois au dessus des 110 yens et remontait même légèrement face à la monnaie nippone à 110,41 yens pour un dollar contre 110,31 mardi soir. Le yen baissait également face à la monnaie européenne à 125,93 yens pour un euro contre 125,69 la veille. La livre sterling continuait de monter face à l'euro (89,76 pence pour un euro

contre 89,89 vendredi soir) et face au billet vert (1,2706 dollar pour un livre contre 1,2675 mercredi soir). Le franc suisse était quasi stable face à l'euro (1,1252 franc pour un euro contre 1,1257 mardi) et montait, comme la plupart des autres devises, face au billet vert (0,9866 franc suisse pour un dollar au lieu de 0,9872 mardi). La monnaie chinoise montait face à la devise américaine à 6,8844 yuans pour un dollar contre 6,8871 yuans mardi après-midi.

M. Y./APS

Banque mondiale

Lancement d'une initiative mondiale sur le capital humain

La Banque mondiale a lancé une initiative internationale destinée à accélérer l'accumulation de capital humain afin d'aider les pays et particulièrement les pays d'Afrique subsaharienne à renforcer leur ressource humaine et à promouvoir l'échange de connaissances ainsi que les

investissements, a-t-elle indiqué sur son site web. Le «Projet sur le capital humain», lancé par la BM, est destiné à accélérer l'accumulation de capital humain en s'efforçant d'identifier et de soutenir des investissements et des politiques plus efficaces, a précisé cette institution financière ajoutant

tant la Banque s'emploiera tout particulièrement à collaborer avec ses partenaires et les pays d'Afrique subsaharienne afin de leur permettre d'atteindre leurs objectifs de développement du capital humain. Le capital humain, c'est-à-dire l'état de santé, les compétences, connaissances et

expériences d'une population, représente à l'échelle mondiale la principale richesse d'un pays. De plus en plus considéré comme le principal ressort de la croissance économique d'une nation, le capital humain permet aux individus de se réaliser pleinement, a relevé la même source. L'importance

vitale des investissements dans le capital humain en Afrique, a été souligné par la Banque mondiale qui a considéré que les investissements dans les populations africaines sont la clé de la prospérité future du continent et de sa participation active sur les marchés internationaux.

R. E.

Agriculture à Djelfa

Indices encourageants pour une relance du secteur

■ Réputée naguère pour son cachet agropastoral, la wilaya de Djelfa est en passe de se «découvrir» de nouvelles vocations en réalisant durant l'année 2018 qui s'achève des indices jugés positifs en agriculture, susceptibles de la promouvoir en région agricole par excellence, se félicitent des responsables à la direction des services agricoles.

Par Zineddine L.

Cet optimisme est corroboré par un développement notable réalisé dans de nombreuses filières agricoles d'importance, comme celle de la pomme de terre, dont la production a dépassé les 1,265 million de tonnes durant la campagne 2017/2018, contre pas plus de 721 000 tonnes lors de la campagne écoulée, selon les chiffres fournis par la DSA. Cette culture est essentiellement concentrée dans les régions d'El Birine et Hed Shari, où un intérêt croissant est enregistré pour la filière, par des agriculteurs locaux, ayant acquis leur savoir faire auprès d'agriculteurs expérimentés issus de wilayas voisines réputées pour leur leadership dans ce domaine. Ce développement de la filière est allé de paire avec une nette croissance du rendement à l'hectare, qui a pratiquement doublé en si peu de temps, en passant de 132 qx/ha, à 240qx/ha, selon la même source. La superficie cultivée en pomme de terre qui était de 1 242 ha durant la période s'étalant de

2000 à 2009, a passé à 3 782 ha durant la campagne 2018.

Djelfa, leader national en production de viandes rouges

Considérant la vocation agropastorale de la wilaya, les viandes rouges figurent en tête de liste des filières les plus prospères du secteur agricole, l'ayant hissé au premier rang national, avec une production de 544 200 qx de viande rouge, soit un taux de 10% de la production nationale en la matière.

Un leadership lui ayant valu un intérêt particulier de la part des autorités centrales, qui lui ont affecté, ces dernières années, un projet de Complexe régional d'abattage de viandes rouges, concrétisé dans la commune de Hassi Bahbah (50 km au nord de Djelfa). Dans une perspective d'optimisation des opportunités offertes par ce complexe, un projet de création de cinq coopératives agricoles à travers différentes régions de la wilaya, est en cours de mise en œuvre, en vue de lui assurer un approvisionnement permanent

en matière première (bêtes destinées à l'abatage).

Des cultures pilotes avec des indices de production encourageants

D'autres cultures expérimentales ont été couronnées par beaucoup de succès dans la wilaya, à l'exemple de l'amande, dont la récolte, à Ain Ouessara, a été estimée à 8 390 qx. A cela s'ajoutent d'autres expériences concluantes réalisées en matière de culture de pommes, de poires et de prunes, dans le Nord de la wilaya. L'oléiculture est l'autre filière ayant enregistré une nette prospérité dans la wilaya, durant ces dernières années. La production d'olives a dépassé les 280 000 qx durant la campagne écoulée. Djelfa, particulièrement la région de Messaâd est, aussi, réputée pour ses abricots et grenadines de qualité supérieure, selon les mêmes responsables, qui estiment ces deux produits agricoles susceptibles de contribuer à l'obtention du label de qualité, au profit de la wilaya. Ces cultures agricoles réunies



ont valu à la wilaya de Djelfa un classement à la 10^e place en matière de contribution à la valeur de la production agricole nationale, selon le responsable de la DSA, Ali Fenazi. Ce développement de la production agricole a été accompagné d'une extension de la superficie irriguée, portée, cette année, à 43 000 ha, avec un objectif d'atteindre 61 000 ha, en 2019, a-t-il ajouté, signalant en parallèle une extension programmée du réseau d'électrification rurale. Le responsable a souligné, par ailleurs, la contribution de l'action d'assainissement du foncier agricole local dans le développement des activités agricoles,

notamment concernant la mise en valeur des terres, la concession agricole, et la création de périmètres agricoles. Des efforts soutenus sont, également, consentis en direction de nombreuses filières agricoles porteuses, dont l'élevage ovin et bovin, pour lesquelles une subvention globale de près de 400 millions de Da est programmée à la distribution, durant les prochains jours, au titre du Fond de développement rural, a informé M. Fenazi. Il a signalé la signature de 11 conventions avec des fournisseurs, dans l'objectif d'encourager les petits producteurs à élargir leurs activités.

Z. L./APS

Souk Ahras

Placement de près de 4 800 demandeurs d'emploi depuis début 2018

Au total, 4 799 placements de demandeurs d'emploi ont été réalisés entre les mois de janvier et novembre de l'année en cours dans le cadre des divers dispositifs relevant de l'agence de wilaya de l'emploi (AWEM) de Souk Ahras, a-t-on appris de son directeur, Abderrezak Mazouz. Ces placements ont trait à 3 296 emplois créés dans le cadre du système classique, 1 255 générés par le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) ainsi que 248 autres inscrits au titre des contrats de travail aidé (CTA), a précisé à l'APS le même responsable. Selon M. Mazouz, le

nombre de placements réalisés durant cette période a connu une hausse «remarquable» par rapport à l'année précédente, en raison des programmes de développement des régions frontalières, affectés au bénéfice de cette wilaya, où 818 postes de travail ont été réservés aux cinq communes frontalières à savoir Haddada, Khedara, Ouled Moumene, Sidi Fredj et Ain Zana. L'initiative, a souligné la même source, avait pour but de soutenir la main d'œuvre qualifiée et améliorer la qualité du service public au sein des entreprises, tout en contribuant à fournir des emplois aux jeunes

résidant au niveau du littoral frontalier, conformément aux instructions du ministère de tutelle. Par ailleurs, un quota de 573 postes de travail, sur le nombre global, a été accordé aux collectivités locales afin de renforcer le personnel des cantines scolaires des écoles primaires et offrir des repas chauds à travers les 26 communes de la wilaya, a ajouté le même responsable. Il a précisé, à ce propos, que la répartition de ces postes a été effectuée lundi dernier en fonction des besoins exprimés par les assemblées populaires communales (APC), ce qui permettra, selon lui, d'améliorer les condi-

tions de scolarisation des élèves concernés. Aussi, en vue de la concrétisation du programme et des prévisions de l'Awem à travers le placement de 5 000 demandeurs d'emploi au titre de l'année en cours, 200 autres personnes seront-ils embauchés avant la fin du mois de décembre 2018, a fait remarquer M. Mazouz. Ce même responsable a également rappelé que le siège de l'Awem de Souk Ahras a abrité, au début de ce mois, des journées d'information sur l'entrepreneuriat à destination des jeunes, organisées avec la collaboration de divers dispositifs d'aide à l'emploi, de la

direction de la formation et de l'enseignement professionnels et la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas). Ces journées ont été axées essentiellement sur l'explication des mécanismes de création de micro-entreprises, les procédures suivies et les facilitations offertes aux entreprises créées, notamment dans les secteurs dynamiques, à l'instar de l'agriculture, le tourisme et les industries de transformation alimentaire, a-t-il détaillé. «L'organisation de ces journées vise à diversifier l'économie locale et fournir des offres d'emploi destinées à la résorption du chômage touchant particulièrement les diplômés universitaires et du secteur de la formation professionnelle», a affirmé cette même source. Il a fait état, en outre, de l'ouverture des spécialités et des filières professionnelles dans les centres de formation, en coordination avec la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, et ce, en prévision de la réalisation du complexe de transformation du phosphate à Oued Kebrît, dont le lancement des travaux est prévu durant le premier trimestre de l'année 2019.

Anissa H.

Tiaret

Neuf milliards DA pour financer des projets de travaux publics

Quelque 9 milliards DA sont consacrés aux projets de travaux publics dans la wilaya de Tiaret, dont le raccordement à l'autoroute Est-Ouest, le revêtement des routes, la réalisation d'ouvrages d'art et la suppression de points noirs, a annoncé le wali, Abdesslem Bentouati. Intervenant lors de la 4^e session de l'APW, le wali a souligné qu'un montant de 6 milliards DA a été consacré, au titre du programme des Hauts-Plateaux, pour relier la wilaya à l'autoroute Est-Ouest sur une distance de 100 km. Une autre enveloppe de 1,76 milliard DA sera réservée aux pro-

jets de réhabilitation des routes et des ouvrages d'art de la commune de Tiaret, dans le cadre du programme destiné à cette collectivité locale pour lequel 3,51 milliards DA ont été destinés. Sept projets ont été déjà lancés dans ce cadre. La wilaya a dégagé sur son budget propre 320 millions DA pour la réhabilitation du chemin de wilaya CW 11 en plus d'un milliard DA pour traiter des points noirs sur les hauteurs de Guertoufa, sur la RN 23, selon le responsable. Par ailleurs, le wali a indiqué qu'une importante tranche des affectations budgétaires est

réservée pour l'équipement et la construction d'internats au sein des écoles primaires. Ils seront destinés aux enfants nomades. Il est prévu également l'extension des classes en zones déshéritées. L'opération d'équipement des écoles sera lancée en mars prochain. Une enveloppe de 630 millions DA a été consacrée à cet effet. L'ordre du jour des travaux de cette session ordinaire de l'APW comporte les dossiers de l'habitat, des ressources en eau et l'approbation du plan directeur du tourisme de la wilaya de Tiaret.

R. R.

Tunisie

Les journalistes en grève générale le 14 janvier après la mort de leur collègue

■ Les journalistes tunisiens observeront une grève générale le 14 janvier prochain en signe de protestation contre leur situation socio-économique et ce, suite au décès de leur collègue, Abderrzak Zorgui, un caméraman qui s'est immolé par le feu lundi à Kasserine (centre-ouest de la Tunisie), a annoncé hier le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT).

Par Farid M.

«Avec l'approche de la célébration du 8^e anniversaire de la révolution de la

Libye La Ligue arabe condamne l'attaque meurtrière contre le ministère des AE

LA LIGUE des Etats arabes a condamné mardi l'attaque terroriste contre le ministère libyen des Affaires étrangères à Tripoli, qui a coûté la vie à trois personnes et blessé plusieurs autres, ont rapporté hier des médias locaux. Ce «crime haineux» montre que le terrorisme n'a pas de limites et tue des gens innocents, a indiqué le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, dans un communiqué. «Les terroristes cherchent à perturber les efforts destinés à réaliser la sécurité et la stabilité en Libye et à prolonger la crise libyenne à l'infini», a souligné M. Aboul Gheit. Selon lui, l'actuelle situation requiert davantage d'efforts pour aider le peuple libyen à surmonter la crise de manière permettant de garantir la sécurité et la stabilité dans l'ensemble du pays, de préserver son intégrité territoriale et de mettre en place toutes les institutions d'Etat. A cette occasion, au nom de la Ligue arabe, M. Aboul Gheit a présenté les condoléances au peuple et au gouvernement libyens et souhaité un prompt rétablissement aux personnes blessées. Au moins trois personnes ont été tuées et dix autres dont un membre du service médical ont été blessées dans l'attentat terroriste survenu mardi au siège du ministère libyen des Affaires étrangères à Tripoli, la capitale du pays. L'attaque a eu lieu à 09h00 heure locale (07h00 GMT) quand une voiture piégée a explosé juste derrière le bâtiment du ministère des Affaires étrangères, a indiqué un responsable du ministère. Par la suite, un groupe d'hommes armés ont fait irruption dans le bâtiment par les entrées avant et arrière avant de procéder à un échange de tirs nourris avec les forces de sécurité, selon la même source. En septembre dernier, des éléments du groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) ont attaqué le siège de la Société nationale du pétrole au centre-ville de Tripoli, tuant deux personnes et blessant plusieurs autres.

R. M.

liberté et de la dignité, les journalistes tunisiens souffrent encore de difficultés majeures sur le double plan social et financier», s'est exprimé le bureau exécutif du SNJT.

«Bien que la liberté d'expression se veut l'une des acquis post-révolution, cet atout est menacé par la corruption, la marginalisation et la violation de l'éthique journalistique», a ajouté le SNJT dans un communiqué. Parmi les principales revendications devant être scandées le jour même de cette grève générale figurent l'approbation d'un quota de 5% sur les recettes issues de la publicité publique au profit des journalistes, la création d'un «projet résidentiel» favorisant des logements pour les journalistes à des tarifs préférentiels ainsi que le lancement d'un «Fonds pour la presse écrite» qui gère ce secteur dans le respect de l'éthique en vigueur et du code de travail tunisien.

Le journaliste-caméraman Abderrzak Zorgui avait mis fin à sa vie en s'immolant par le feu en plein «Place des martyrs» de la province de Kasserine.

Ce journaliste avait mis en ligne, quelques heures avant de passer en action, un vidéo dans laquelle il manifestait son déniement quant à la détérioration de la situation socio-économique de toute sa région. Les autorités tunisiennes ont déjà ouvert une enquête d'investigation dans les circonstances de cet incident puisque, d'après certains médias locaux, cette tentative de suicide n'était pas volontaire et que des soupçons ont été avancés pour dire qu'il s'agit d'un meurtre à préméditation.



PH > D. K.

Reprise des heurts entre manifestants et forces de l'ordre

Des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont repris, mardi après-midi, au centre-ville de Kasserine, a rapporté l'agence de presse TAP. Vers 18h00, des jeunes de la cité Ezzouhour ont mis le feu à des pneus, bloquant plusieurs ruelles, et ont jeté des pierres sur les forces de l'ordre qui ont fait usage de gaz lacrymogènes pour les disperser, selon l'agence. D'autres

manifestants ont détruit les caméras de surveillance installées par le ministère de l'Intérieur dans ce quartier. Un renfort sécuritaire a été déployé dans la ville en prévision de protestations nocturnes. Lundi soir, des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et des manifestants qui déplorent le décès d'Abderrzak Zorgui, caméraman qui s'est donné la mort par le feu pour des raisons liées à ses conditions familiales et sociales difficiles. Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Sofiène Zaag, a

démenti, mardi, toute information sur l'arrestation d'un suspect lié à l'incident de la mort d'Abderrzak Zorgui. Le porte-parole du tribunal de première instance à Kasserine, Achref Youfi, a indiqué qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances et causes du décès du caméraman Abderrzak Zorgui. La déposition de Zorgui a été conduite, mardi après-midi, à sa dernière demeure au cimetière Ouled Aziza dans le centre-ville de Kasserine.

F. M./ APS

Maroc

Les pharmaciens en grève aujourd'hui pour dénoncer «l'anarchie» qui règne dans le secteur

La Fédération nationale des syndicats des pharmaciens du Maroc (FNSPM) a annoncé une grève nationale pour aujourd'hui après l'échec du dialogue entre le ministère de la Santé et les représentations syndicales des professionnels des officines, ont rapporté hier des médias locaux. La Fédération nationale des syndicats des pharmaciens du Maroc a indiqué que cette grève nationale prévue pour aujourd'hui sera suivie par plusieurs autres grèves, dont les dates seront annoncées à chaque fin de mois, ont ajouté les mêmes sources. Dans un communiqué cité par la presse locale, le Syndicat des pharmaciens officine a appelé les citoyens marocains à s'approvisionner en médicaments avant cette date, surtout ceux souffrant de maladies chroniques ou de longue durée, soulignant par ailleurs que cette grève vise «avant tout à protéger la

santé des citoyens et leur sécurité médicale». «Seulement 38% des Marocains disposent d'une couverture médicale. Cela signifie qu'après une consultation chez le médecin et une éventuelle radio, beaucoup n'ont pas les moyens pour aller en pharmacie et se procurer les médicaments pour se soigner», a affirmé le président de la FNSPM, Oualid Amri, cité par la presse locale. Selon les mêmes sources, la réunion tenue par la Fédération nationale des syndicats des pharmaciens avec les autorités du ministère de tutelle, vendredi dernier, «n'a donné lieu à l'annonce d'aucune mesure pour résoudre les problèmes persistants dans le secteur». Les professionnels des officines ont affirmé que les autorités du ministère de la Santé n'ont pas répondu, lors cette rencontre, à leurs principales revendications, notamment à la question de mettre fin à «l'anarchie» qui règne

dans le planning des pharmaciens de garde, ainsi que la fixation des horaires d'ouverture et de fermeture des officines dans certaines villes, dont certaines travaillent H24. Ils exigent aussi l'instauration de l'exclusivité aux pharmacies pour la commercialisation de médicaments vétérinaires ou encore la mise en place d'un tarif adapté à la «situation fragile pour la couverture médicale des pharmaciens». Ayant constaté que «les promesses faites pendant des années par le ministère de la Santé n'ont pas été mises en œuvre» et que le «secteur risque l'effondrement», la Fédération nationale des pharmaciens du Maroc a dénoncé «l'irresponsabilité du traitement réservé par le ministère de tutelle à son cahier revendicatif» et appelle les professionnels du secteur à observer une journée de grève afin de «remédier à cette situation».

K. L.

BAIC INDUSTRIE INTERNATIONALE ALGERIE

Inauguration de la première usine automobile en CKD

Animée par Ali Zidane

BAIC INDUSTRIE INTERNATIONALE ALGERIE a inauguré samedi dernier sa toute nouvelle usine d'assemblage de véhicules du géant chinois BAIC en Algérie. C'est à Batna, à 425 kilomètres au sud-est d'Alger, que s'est tenue la festive cérémonie d'inauguration en présence du ministre de l'Énergie et des Mines, Youcef Youfsfi, ainsi que le wali de la wilaya de Batna, en compagnie des autorités locales. Cette usine, considérée comme étant la première usine d'assemblage CKD de véhicules particuliers portant un label chinois en Algérie, affiche une capacité d'assemblage qui permet de produire quotidiennement jusqu'à 150 véhicules. Pour cette première phase, 5 modèles BAIC, assemblés dans cette usine, seront commercialisés à partir du mois de janvier 2019, à savoir, la BAIC X25 dans une version équipée d'une boîte à vitesses manuelle et une autre en automatique, aux côtés de la BAIC X35, le BJ40, la BAIC D20 et un Pick-UP. Sariak Noureddine, directeur général de la BAIC Industrie Internationale Algérie, a déclaré : «la marque BAIC, qui sera par ailleurs vendue en TTC en attendant l'accord du CNL, proposera le véhicule le moins cher du marché, dont l'entrée de gamme, à savoir BAIC D-20 au prix de 1 250 000 dinars.» Dans ce projet, l'investisseur principal est l'entreprise EURL SARIKAUTO HANDLER en tant qu'actionnaire principal, le groupe chinois BAIC détient une participation minoritaire dans la joint-venture « BAIC Industrie Internationale Algérie », à hauteur de 10%.

Taux d'intégration de 26%

L'usine BAIC Industrie Internationale Algérie a été



conçue pour la réalisation de procès d'assemblage en CKD, avec un taux d'intégration de 26 %, atteint grâce, notamment aux partenariats avec pas moins de quatre sous-traitants locaux, dont IRIS Pneus et une société locale spécialisée dans la fabrication des faisceaux de câblages automobile. Ce taux d'intégration a été obtenu aussi grâce au code d'identification du constructeur attribué par la «SAE International», un organisme international basé aux États-Unis, ce code qui permet à BAIC Algérie de graver son propre numéro de châssis, spécifique aux véhicules BAIC assemblés en Algérie. Par ailleurs, et dans l'objectif de se mettre en conformité avec la réglementation, et dépassé au plus vite le seuil des 40% de taux d'intégration, il est prévu par BAIC Industrie Internationale Algérie avec son partenaire chinois, le groupe BAIC, le développement d'une activité de sous-traitance dans

des espaces limitrophes à l'usine, dans le domaine de la fabrication des blocs moteurs et des pistons de moteurs. Cette usine compte aujourd'hui 180 employés, qui seront au nombre de 1 000 d'ici le mois de mars. Il va sans dire que la formation et l'encadrement continus dans l'unité de Batna restent supervisés par 11 ingénieurs et formateurs chinois et coréens dépêchés par le constructeur.

Dans un autre volet, BAIC Industrie Internationale Algérie a été autorisé à exporter jusqu'à 50% de son volume de production vers les pays de la région de MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Des contrats ont été déjà signés avec des partenaires en Egypte, Arabie saoudite, aux Emirats arabes unis, au Soudan, en Tunisie, au Maroc et en Mauritanie. M. Sariak confirme que la première expédition se fera à destination de la Tunisie, au courant du mois de janvier 2019.

Gammes et tarifs

L'usine BAIC Industrie Internationale Algérie assemble 5 modèles de voiture BAIC. La D20 Confort animée du bloc 1.3l essence de 108ch, est proposée au prix très compétitif de 1 250 000 DA TTC. La BAIC X25 animée du bloc moteur essence 1.5l de 114ch, est proposée en deux niveaux de finition, X25 Confort en BVM au prix de 1 750 000 DA TTC, et en BVA à 1 900 000 DA TTC, et la X25 Elite en BVA uniquement à 1 999 900 DA TTC. Le troisième modèle est la X35 1.5l essence 114ch en finition Confort proposée à 2 390 000 DA TTC, aux côtés du BJ40 animée d'un bloc essence de 2.0l puissant de 190ch, proposé en finition Confort BVM et BVA, aux prix de 4 800 000 DA TTC, et 5 400 000 DA TTC respectivement. Le BJ40 se décline également dans la finition Elite avec boîte automatique, proposée à 5 800 000 da TTC.

Le Pick-Up BAIC, quant à lui, il est fourni avec une motorisation

turbo diesel 2.5l de 174ch, proposé en version 4x2 à 3 400 000 DA, et en version 4x4, qui bénéficie de 300 000 DA de remise au lancement, et s'affiche ainsi au prix de 3 600 000 DA TTC.

Tous les véhicules BAIC assemblés au niveau de l'usine BAIC Algérie Industrie sont garantis 5 ans ou 100 000 km.

A propos de l'usine BAIC Algérie

L'usine BAIC en Algérie s'étale sur une superficie totale de 3 hectares, dont un bâti de 8 000 m², qui accueille une partie de stock des pièces et une ligne de montage équipée d'une chaîne robotisée et des équipements semi-automatique, ainsi que la ligne des vérifications, qui permet d'effectuer des tests de contrôle de conformité du véhicule, tel que la suspension, le système de freinage, le système de correction de trajectoire automatique, et même de son étanchéité, et ce grâce à un banc de test dédié composé d'une cabine à jet hydraulique.

BMW

Une sanction de 10 millions de dollars



La Corée du Sud a annoncé lundi qu'elle infligerait des amendes de près de 10 millions de dollars au constructeur allemand BMW, accusé de traîner les pieds dans le rappel de véhicules dotés de moteurs défectueux après une série d'incendies. Des images de BMW en feu ont fait la une en Corée du Sud cet été, la presse locale faisant état de plus de 40 cas. Des parkings refusent d'accueillir les voitures du constructeur allemand de peur qu'elles ne prennent feu. BMW a rappelé plus de 170 000 véhicules en Corée du Sud en raison d'un problème dans le circuit de refroidissement des gaz d'échappement, résultant dans certains cas dans des incendies de moteur. Le constructeur avait annoncé en août le rappel de 480 000 véhicules Europe et certains pays asiatiques, dont la Corée du Sud, avant d'élargir deux mois plus tard ce rappel à un million de voitures supplémentaires. «BMW a annoncé précédemment qu'il n'avait eu connaissance du lien entre le circuit de refroidissement défectueux

et les incendies que le 20 juillet», a dit le ministère sud-coréen des Transports dans un communiqué. «Mais nous découvrons que le siège allemand de BMW avait déjà constitué en octobre 2015 une équipe spéciale chargée de remédier au problème de circuit de refroidissement». Le ministère, qui annonce ainsi les conclusions de cinq mois d'enquête menée conjointement avec des experts privés, accuse également le constructeur d'avoir mentionné le problème dans des documents internes depuis 2017. Le ministère va donc infliger à BMW une amende de 11,2 milliards de wons (9,9 millions de dollars) et va demander au parquet d'enquêter sur ses accusations selon lesquelles l'allemand a reconnu le problème avec retard et traîné à rappeler les véhicules. En Corée du Sud, six voitures importées sur 10 le sont d'Allemagne. BMW a vendu près de 39 000 véhicules au premier semestre, d'après l'Association automobile coréenne des importateurs et distributeurs.

Foire de la production nationale

100 000 DA de remise sur Hyundai I20 FL

Participant à la 27e Foire de la production nationale (FPN), Cima Motors, filiale du Groupe Tahkout propose à sa clientèle des remises exceptionnelles pour cette fin d'année sur deux de ses modèles de la marque Hyundai, exposés à l'occasion au Palais des expositions les Pins maritimes. Il s'agit de la citadine Hyundai I20 et le Crossover Hyundai Creta. Une promotion reconduite par le constructeur puisque la même offre a été proposée lors de la présence de Cima Motors au Salon de l'automobile d'Oran «Autowest». Les remises de Cima Motors sont valables jusqu'au 31 décembre 2018. Au Salon de la production nationale, Cima Motors offre une remise de 200 000 DA sur le



Creta GLS 1.6 CRDI de 128 ch BVA. De ce fait, le Crossover «made in bladi» est à 3 288 800 DA au lieu de 3 488 800 DA. Pour la Hyundai I20 FL 1.4 CRDI

de 90 ch, Cima Motors offre un rabais de 100 000 DA sur la version diesel, ainsi le prix affiché est de 2 199 900 DA au lieu de 2 299 900 DA.



Yémen

Affrontements sporadiques avant une réunion sur la trêve à Hodeida

■ Des affrontements sporadiques se sont produits hier à Hodeida, a rapporté un correspondant de l'AFP, avant la tenue de la première réunion du comité mixte rebelles-gouvernement sur la mise en œuvre de la trêve dans cette ville stratégique de l'ouest du Yémen.

Par Ros C.

Des échanges de tirs ont opposé les rebelles Houthis, qui contrôlent de vastes pans du Yémen, dont la capitale Sanaa et le port de Hodeida, et les forces gouvernementales soutenues par la coalition militaire sous commandement saoudien. Des bruits d'artillerie lourde étaient entendus dans l'est de la ville, alors qu'une trêve fragile est en vigueur depuis le 18 décembre. Ces tirs ont ensuite cessé dans la matinée, selon ce correspondant. Le chef des observateurs civils de l'ONU, le Néerlandais Patrick Cammaert, doit présider hier, selon l'ONU, la première réunion du comité mixte (rebelles-gouvernement) chargé de mettre en œuvre la trêve mais aussi le retrait des combattants des ports de Hodeida, de Salif et de Ras Issa, dans la même province. L'essentiel de l'aide humanitaire et des importations alimentaires du Yémen, pays pauvre de la péninsule arabique, passent par ces ports. Depuis son arrivée au Yémen samedi, M. Cammaert a appelé aussi bien les Houthis que le camp

pro-gouvernemental à respecter la trêve. Un responsable de la coalition militaire sous commandement saoudien a accusé mardi les rebelles Houthis d'avoir violé à «183 reprises» le fragile cessez-le-feu à Hodeida. Selon ce responsable qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat, dix membres des forces pro-gouvernementales yéménites ont été tués dans la province depuis l'entrée en vigueur de la trêve il y a une semaine. «Malheureusement les Houthis tentent de provoquer une réponse de la coalition», a-t-il accusé, en donnant pour la première fois un bilan des morts du côté pro-

gouvernemental depuis le 18 décembre. Les rebelles et le camp pro-gouvernemental se sont accusés mutuellement ces derniers jours d'avoir violé le cessez-le-feu mis en place après des pourparlers en Suède. Les forces pro-gouvernementales et la coalition ont lancé en juin une offensive pour reprendre aux Houthis cette ville devenue un enjeu stratégique de la guerre au Yémen. Le conflit dans ce pays pauvre de la péninsule Arabique a fait au moins 10 000 morts depuis 2015 et provoqué la pire crise humanitaire au monde, selon les Nations unies.

R. C.



PH. > D. R.

Corées

Cérémonie symbolique pour connecter les deux pays par le rail et la route

Une délégation sud-coréenne est passée en Corée du Nord hier pour une cérémonie symbolique d'inauguration des travaux de connexion des réseaux ferroviaires et routiers de la péninsule divisée, malgré le blocage des pourparlers sur la dénucléarisation. Un train spécial comportant neuf voitures, avec à son bord

une centaine de Sud-Coréens, dont de hauts responsables et cinq personnes nées au Nord, a quitté la gare de Séoul aux premières heures à destination de la ville frontalière de Kaesong, en Corée du Nord. Le train rouge, blanc et bleu, affichait sur ses wagons le slogan : «Ouvrons ensemble une ère de paix et de prospérité, reconnexion du chemin de fer et des routes Sud-Nord». Une dizaine de manifestants brandissaient des pancartes pour dénoncer le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un accusé d'être un dictateur meurtrier, et

condamnant la connexion ferroviaire comme le précurseur de la transformation de la péninsule toute entière en régime communiste. La télévision sud-coréenne a diffusé deux heures plus tard une photographie montrant le train à son arrivée en gare de Panmun, à Kaesong, où aura lieu la cérémonie. Le président sud-coréen Moon Jae-in et Kim Jong Un avaient convenu de tenir cette cérémonie avant la fin de l'année lors du troisième sommet intercoréen qui a eu lieu en septembre. Certains esprits chagrins avaient craint que ce train, et les mar-

chandises qu'il pourrait transporter, ne constituent une violation des sanctions infligées au Nord du fait de ses programmes nucléaire et balistique interdits. Mais le Conseil de sécurité de l'ONU a octroyé une exemption pour l'événement, selon la presse locale. Séoul a souligné que cette cérémonie ne marquerait pas le début des travaux de reconnexion et de modernisation des réseaux proprement dits. Les deux Corées sont toujours techniquement en guerre, le conflit s'étant achevé en 1953 sur un armistice et non un traité de paix.



Points chauds Intermédiaire

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que la crise des «gilets jaunes» a ravagé ces dernières semaines l'image et la popularité d'Emmanuel Macron, le président français est aujourd'hui rattrapé par une ancienne affaire qui continue de lui pourrir son quinquennat. En effet, l'affaire Benalla, du nom de l'ex-collaborateur de Macron, Alexandre Benalla, revient faire parler d'elle après les révélations de la presse sur un récent voyage au Tchad de ce dernier, dans un communiqué transmis hier à l'AFP. Quelques jours avant le déplacement d'Emmanuel Macron, Alexandre Benalla s'est lui aussi rendu au Tchad. Avion privé, hôtel de luxe, son voyage n'est pas passé inaperçu, explique le quotidien «Le Monde». Une source du journal précise que l'ancien conseiller du président, mis en examen pour «violences volontaires», «port prohibé et sans droit d'insignes réglementés par l'autorité publique» et «recol d'images issues d'un système de vidéoprotection», est venu «accompagner d'une demi-douzaine de personnes, par avion privé, réglant les frais par Carte bleue». Alexandre Benalla s'est rendu à N'Djamena au début du mois de décembre pour un court séjour, avant de repartir par un avion de ligne le 4 décembre. Il aurait notamment rencontré le frère du président tchadien, Oumar Déby, qui pilote la Direction générale de la réserve stratégique (DGRS) du pays. Lorsqu'il a rencontré Idriss Déby, le président du Tchad, samedi 22 décembre, Emmanuel Macron a tenu à prendre ses distances avec le déplacement de son ancien proche. L'Élysée explique au «Monde» qu'il a fait savoir que «cette personne n'était en aucun cas un intermédiaire officiel ou officiel». Et de poursuivre : «Seuls le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, le conseiller diplomatique du président, Philippe Étienne, et Franck Paris, son conseiller Afrique, peuvent se prévaloir du chef de l'État». De plus, le Palais ajoute que le président «veut absolument rompre avec la République des intermédiaires, notamment en Afrique». Toutefois, ce nouvel épisode troublant met en lumière de nombreuses zones d'ombre que l'Élysée tente d'éluider maladroitement. Mais avec la mobilisation des «gilets jaunes» qui continue à paralyser une partie du trafic routier français, Macron ne peut se permettre aucun faux pas pouvant faire plus de mal à son image et à sa crédibilité en tant que chef d'État.

F. M.

Syrie

Moscou souligne la nécessité pour Damas de contrôler tout son territoire

Le ministère russe des Affaires étrangères a souligné, hier, la nécessité pour Damas d'assurer le contrôle et la sécurité sur l'ensemble de son territoire, après la décision prise par Washington de retirer ses troupes déployées illégalement en Syrie sans mandat de l'ONU, ont rapporté des médias locaux. «Nous sommes conscients de l'importance de cette décision (retrait américain) et estimons qu'il est important de contribuer à un règlement global de la situation. Il est clair que le gouvernement syrien doit assurer la sécurité sur l'ensemble de son territoire, conformément au droit international et sur la base de la voie empruntée par la Syrie et le peuple syrien», a déclaré hier la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, citée par Sputnik. Affirmant qu'il n'existe aucun calendrier précis pour le retrait américain de la Syrie, la porte-parole de la diplomatie russe a précisé également que «les raisons et les motifs avancés pour justifier le retrait demeurent à présent confus» et que «le calendrier du retrait des forces

américaines déployées en Syrie n'est pas encore clair». «Nous nous concentrons actuellement sur les informations communiquées par certaines sources selon lesquelles le retrait total des forces terrestres américaines du nord-est de la Syrie et de la région Tanf dans le sud du pays peut être mis en œuvre d'ici deux à trois mois», a-t-elle ajouté, s'exprimant lors d'un point de presse au siège du ministère russe des Affaires étrangères. «Bien sûr, il y a une question fondamentale à savoir qui contrôlera les zones qui quitteront les militaires américains ? Il est clair que cela doit être fait par le gouvernement syrien conformément au droit international et sur la base de la voie empruntée par la Syrie et le peuple syrien», a souligné M^{me} Zakharova. «La possibilité que les États-Unis poursuivent des frappes aériennes et des opérations terrestres limitées en Syrie après le retrait de leurs troupes reste en question», a-t-elle encore fait remarquer. Le président américain, Donald Trump, a annoncé la semaine passée que Washington a décidé d'entamer le processus de retrait

de ses troupes présentes en Syrie, revendiquant une «victoire» des États-Unis dans sa lutte contre l'organisation terroriste auto-proclamée «État islamique» (Daech/El). Après l'annonce de la décision américaine, la Turquie s'est dite «prête» à réoccuper le terrain et à déployer ses forces à l'est de l'Euphrate dans le nord de la Syrie, pour poursuivre son opération contre les Unités de protection du peuple (YPG) kurdes, considérées par Ankara comme des «groupes terroristes». «Nous allons coordonner le processus du retrait avec les États-Unis. Après la fin du retrait des troupes américaines, nous essayons d'éviter une vacance du pouvoir en Syrie et de l'empêcher d'être occupée par des organisations terroristes», a affirmé dans ce sillage le chef de la diplomatie turque, Mevlut Cavusoglu. Toutefois, la démarche des autorités turques a été dénoncée par la Syrie, appelant le Conseil de sécurité à «mettre fin aux interventions illégales» des troupes turques notamment au nord qui «portent atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du pays».



Pièce théâtrale «Istirahet El Mouharridjine» de Ahmed El Agoune

La torture durant l'occupation française mise à nu

■ La pièce théâtrale «Istirahet El Mouharridjine», du metteur en scène Ahmed El Agoune, a été présentée mardi soir au public du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi dans le cadre de la treizième édition du Festival national du théâtre professionnel d'Alger. Cette manifestation culturelle et artistique a été l'occasion de revenir sur des moments très durs de l'histoire de l'Algérie, à savoir la torture durant l'occupation française. Présent en nombre, le public a longtemps applaudi les comédiens, séduit par cette approche singulière de la torture, un sujet qui reste douloureux pour tous les Algériens.



Par Abla Selles

La pièce de théâtre «Istirahet El Mouharridjine» (La récréation des clowns), une mise à nu de la pratique de la torture durant l'occupation française, est entrée en compétition du treizième Festival national

du théâtre professionnel (Fnfp) lors d'une représentation donnée mardi à Alger. Accueilli au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna), le spectacle, mis en scène par Ahmed El Agoune sur un texte adapté par Ahmed Hamoumi du roman éponyme de Noureddine Abba, restitue la cruauté de l'occupant français,

qui a atteint son paroxysme en transformant des clowns, personnages censés divertir, en tortionnaires criminels.

D'une durée de près d'une heure, les faits se déroulent dans une caserne où un groupe de soldats français, déguisés en clowns, préparent un spectacle pour asseoir de nouveaux rap-

ports avec la population algérienne, visant à les «dédiaboliser» et à leur donner un visage plus humain. Théâtre dans le théâtre : alors que les soldats sont en plein répétition dans un de leurs locaux réservés aux pratiques tortionnaires, une information sur le dépôt d'une bombe dans un lieu inconnu encore et fréquenté par les Français, leur parvient. Rachid dit «Red Sun», un chimiste se faisant passer pour un plombier, se fait arrêter en possession d'une bouteille de vin qu'il venait de piéger et emmené à la caserne où il subira les questions des mains des «clowns». Les comédiens Kacem Berzouk, Fethi Mebarki, Mustapha Bouri, Abderrachid Moussini, Meriem Bouri, Alae Belarbi, Ali Hartani et Mohamed Khalil Djebbari, ont brillamment servi le spectacle, occupant l'ensemble de l'espace scénique dans un jeu concluant où le mouvement a fait corps avec des dialogues au rythme soutenu.

La scénographie, œuvre de Halim Rahmouni, a bien restitué les atmosphères des geôles de l'occupant, avec un éclairage feutré, des pantalons suggérant des portes de prison et quelques accessoires de décor (bureaux, chaises) pour la mise en situa-

tion. La bande son, signée Adel Lamamra, a été judicieusement conçue pour évoquer le bruit d'une bombe dont le compte à rebours est enclenché, avec un fond et des lignes mélodiques inspirant la peur et l'angoisse.

Présent en nombre, le public a longtemps applaudi les comédiens, séduit par cette approche singulière de la torture, un sujet qui reste douloureux. Prévu jusqu'au 31 décembre, le 13^e Fnfp se poursuit avec le spectacle en compétition «Calédonia», produit par le théâtre régional de Batna.

A. S.

AGEND'ART

Opéra d'Alger (Ouled Fayet, Alger)

Du 29 décembre 2018

au 4 janvier 2019 :

Spectacle Shadow Fairy Tales par la troupe ukrainienne Verba.

Galerie d'arts de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 18 janvier :

Exposition «Un monde suspendu», de l'artiste Soraya Habes.

Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)

Jusqu'au 31 décembre :

13^e édition du Festival national du théâtre professionnel d'Alger.

Librairie L'Arbre à dire (Bd Sidi-Yahia, Hydra, Alger)

Samedi 29 décembre :

Meriem Guemache signera ses livres «La demoiselle du métro», «Loffi à La Casbah d'Alger» et «Loffi au palais de Khedaoudj El Amia» (Casbah Editions).

Galerie d'Art Wekka (Oran)

Jusqu'au 31 décembre :

Exposition d'œuvres de Baya Mahieddine et de Leila Ferhat.

Cercle Frantz-Fanon de Riadh El-Feth (El-Madania, Alger)

Jusqu'au 15 janvier 2019 :

Exposition collective d'arts plastiques «Trait d'union».

Palais des Rais Bastion 23 (Basse-Casbah, Alger)

jusqu'au 31 décembre :

Exposition «A l'ombre de l'arbre pur», par l'artiste peintre Hamida Chellali.

Galerie d'arts Espaco (Résidence CMB, 196 Oued Terfa, El-Achour, Alger)

jusqu'au 8 janvier 2019 :

Exposition «7 houmate» de l'artiste plasticien Karim Sergoua.

Galerie Baya au Palais de la culture Moufidi-Zakaria

Jusqu'au 29 décembre :

Exposition de photographies «L'Age d'or du cinéma algérien», affiches de 1962 à 1982.

Echanges culturels

Le Ballet national de Kiev subjugué le public à Aïn Defla

Le Ballet national de Kiev (Ukraine) a subjugué, mardi soir, le public de Aïn Defla, laissant pantois bien de personnes qui découvraient pour la première fois ce genre dramatique.

Donnant une représentation à la salle Emir Abdelkader de Aïn Defla en présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, qui achevait sa visite de travail dans la wilaya, la troupe ukrainienne en a étonné plus d'un grâce à la virtuosité de ses membres, suscitant des applaudissements nourris de la part du public.

Le défilé de brillants jeunes talents s'est fait en parfaite communion avec le public constitué en majorité de jeunes dont nombre est resté debout faute de places, s'exclamant devant les «tours de magie» des membres de la troupe.

«Je découvre le ballet pour la première fois de ma vie et ce qui m'a étonné le plus c'est l'habileté avec laquelle les danseurs exécutaient leurs prestations», avoue Lyès, un enseignant venu voir de plus près les représentations en compagnie de ses trois enfants.

«Le Ballet national de Kiev est le ballet ukrainien le plus prestigieux. Progressivement, la troupe donnant des représentations s'est professionnalisée, s'avérant désormais incontournable dans l'organisation de manifestations de ce genre», a affirmé, pour sa part, le ministre de la Culture.

Selon le manager technique de la troupe, Milla Kyselysia, les membres de cette formation âgés entre 14 et 28 ans, ont commencé à exécuter des danses dès l'âge de 4 ans.

De son côté, le directeur de la

culture de Aïn Defla, Mahmoud Hasnaoui, a fait remarquer que le passage de la troupe ukrainienne constitue une première en Algérie (et au Maghreb) où elle ne s'est jamais produite par le passé. «Les tournées emmènent cette troupe exceptionnelle (qui a vu le jour en 1867) à travers le monde entier», a-t-il observé, signalant qu'après Aïn Defla, le Ballet de Kiev se produira à Sétif, Tizi-Ouzou puis à l'opéra d'Alger.

L. B.

Salon national de la photographie à Constantine

La beauté des villes algériennes mise en valeur

La première édition du Salon national de la photographie de Constantine constitue «une occasion pour montrer la beauté des villes algériennes», a déclaré, mardi à Constantine, un membre du jury de cette manifestation, Hacène Chorfi.

Lancée lundi après-midi au niveau de la Maison de la culture «Malek-Haddad» de Constantine, cette première édition, qui a pour thème «La ville, beauté et authenticité», permettra aux participants de saisir des photos illustrant la beauté et l'authenticité des villes algériennes dans le but de promouvoir le tourisme dans notre pays, a indiqué M. Chorfi.

Il a également précisé que les portraits effectués mettent en valeur l'esthétique des villes algériennes du fait qu'ils montrent des immeubles, des sites patrimoniaux et des espaces verts.

Première du genre dans la ville de Constantine, cette manifestation, qui s'est clôturée hier, a été ponctuée par l'organisation d'ateliers et de conférences sur la photographie ainsi qu'un concours de la meilleure photo, dont le résultat sera annoncé au cours de la cérémonie de clôture.

Les membres du jury sélectionneront les trois meilleures œuvres, en tenant compte des normes internationales régissant l'éva-

luation de la photographie, a fait savoir l'artiste photographe Hacène Chorfi, ajoutant qu'un autre prix d'encouragement est également prévu.

«La plupart des œuvres exposées sont excellentes et d'autres sont assez bonnes», a estimé M. Chorfi, exprimant que ce salon qui a connu la participation d'environ 60 jeunes photographes, dont 40 issus des wilayas voisines, donnera la possibilité à ces amateurs de la photographie de promouvoir la destination Algérie. Depuis l'ouverture, ce salon a été marqué par l'affluence d'un grand nombre de visiteurs, a-t-on relevé.

F. H.



JS Saoura
Emmanuel Ulimwengu engagé

L'ATTAQUANT international tanzanien Thomas Emmanuel Ulimwengu s'est engagé pour deux ans avec la JS Saoura, a-t-on appris auprès de la direction du club de Ligue 1 Mobilis. Ulimwengu qui a évolué à Al Hilal du Soudan et au TP Mazembe (RDC), est le deuxième joueur ayant rejoint la JS Saoura au cours de ce mercato d'hiver, après l'attaquant de l'USM Alger Ziri Hamar. Le joueur tanzanien a rejoint la JSS à Alger où elle se trouve pour préparer sa prochaine rencontre contre l'IRB Lakhadaria pour le compte des seizièmes de finale de la Coupe d'Algérie. La JS

Saoura qui s'est qualifiée pour la première fois de son histoire à la phase poules de la Ligue des champions d'Afrique aux dépens de l'IR Tanger (2-0, 0-1), compte, avec le recrutement de l'attaquant tanzanien, renforcer son compartiment offensif en vue des prochaines échéances, à savoir le championnat de la Ligue 1 Mobilis, la Coupe d'Algérie et surtout la Ligue des champions d'Afrique, a-t-on souligné. La JSS sera fixée sur ses prochains adversaires en phase de poules de la prestigieuse compétition africaine de clubs vendredi, à l'occasion du tirage au sort prévu au stade.

Sélection algérienne de football (dames)
Radia Fertoul se retire

RADIA Fertoul n'est plus en charge de l'équipe nationale de football (dames), un mois après l'élimination essuyée dès le premier tour de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 disputée au Ghana, a annoncé mardi la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. «Un nouveau sélectionneur national de l'équipe A féminine sera installé, il sera également chargé de la mission de directeur des équipes nationales (DEN) des sélections féminines», explique la FAF dans un communiqué. La

sélection nationale s'est fait éliminer sans gloire dès le premier tour du tournoi, en concédant trois défaites en autant de matchs : face au Ghana (1-0), au Cameroun (3-0) et au Mali (3-2). Il s'agit de la plus mauvaise participation des Algériennes en phases finales de la CAN, après celle de 2010 en Afrique du Sud, marquée également par une élimination au premier tour sans décrocher le moindre point. Radia Fertoul, ancienne joueuse de l'équipe nationale, avait succédé à Azzedine Chih.

Championnat d'Algérie de vo-vietnam
300 athlètes à la 2^e édition à El Tarf

QUELQUE 300 athlètes représentant 19 ligues de wilaya devraient prendre part à la seconde édition du Championnat d'Algérie de vo-vietnam (hommes et dames), prévue du 27 au 29 décembre à El-Tarf, a-t-on appris mardi du directeur de l'organisation sportive (DOS) de la Fédération algérienne (FAVV). «C'est le deuxième Championnat d'Algérie organisé par la FAVV constituée en février 2017, mais il y a plus d'une trentaine de compétitions similaires tenues auparavant par le Comité national de la discipline.

athlètes pour l'équipe nationale appelée à défendre sa 2e place mondiale en avril prochain à Marseille, à l'occasion de la Coupe du monde de vo-vietnam», a souligné Touri. Les observateurs s'attendent à un championnat national très relevé et de bonne facture, même si la domination jusqu'à présent revient à la wilaya de Tizi-Ouzou, suivie d'Alger et d'El Oued.

«Toutes les commodités sont réunies pour permettre la réussite de l'événement et une délégation fédérale se déplacera mardi soir à El Tarf pour mettre les dernières retouches», selon le DOS, ajoutant qu'outre les entraîneurs nationaux qui seront présents sur place, la commission nationale d'arbitrage a retenu 25 arbitres dont quatre internationaux. L'Algérie compte jusqu'à présent 12 000 licenciés en vo-vietnam, représentant 140 clubs issus de 19 Ligues de wilaya, dont six pôles de développement : Tizi-Ouzou, Alger, El Oued, Bouira, Boumerdès et Batna.

Le tournoi d'El Tarf aura un cachet particulier, puisqu'il sera sélectif pour l'équipe nationale en prévision des prochaines échéances internationales», a déclaré Samir Touri. Le programme de ce championnat, qui aura lieu à la salle omnisports Touil-Ali, propose jeudi et vendredi des éliminatoires par spécialités : combat combiné et technique individuelle (Tao), alors que les finales par spécialité et catégorie de poids (10 pour les hommes et 8 pour les dames) auront lieu samedi.

«La compétition concernera tous les athlètes, y compris ceux déjà membres de l'équipe nationale, et la nouvelle sélection qui sera issue du rendez-vous d'El Tarf concernera les titrés (podiums) et les athlètes internationaux de l'année passée.

La fédération compte sélectionner cette année 15

Qatar-EN Algérienne A' cet après-midi

Les locaux pour flatter Belmadi

■ L'équipe nationale A', constituée de joueurs locaux évoluant au championnat national, croisera le fer avec la sélection du Qatar au stade international Khalifa du Qatar dans un match amical qui permettra aux deux sélections de préparer leurs prochaines échéances internationales.



Par Mahfoud M.

Belmadi attend beaucoup de ses joueurs

Ainsi, le Qatar prépare la prochaine Coupe d'Asie des Nations, alors que l'objectif est tout autre pour l'Algérie. En effet, le coach national Djamel Belmadi souhaite avoir une idée claire sur les joueurs issus du championnat national pour ensuite les incorporer dans l'équipe première. Il veut voir ces éléments dans une rencontre assez relevée, surtout qu'il s'agit d'un adversaire qui a réussi de beaux résultats dans les derniers matchs amicaux qu'il a disputés. Le driver des

Verts sait qu'un grand chantier l'attend et qu'il devra préparer un groupe sur lequel il pourra compter lors de la prochaine CAN 2019 qui pourrait se dérouler au Maroc après l'avoir retirée au Cameroun. Belmadi attend beaucoup des joueurs locaux qui devront se donner à fond pour tenter de le flatter, vu qu'il devra compter sur certains joueurs en prévision des prochains rendez-vous qui seront très importants. Le sélectionneur national sait qu'il devra compter sur un groupe homogène pour le tournoi africain qu'il faut préparer

très sérieusement, lui qui a avoué souhaiter réussir ce tournoi et aller en finale, même s'il sait que ce ne sera pas facile avec les grands favoris de cette compétition qui reste l'une des compétitions les plus relevées. Ces joueurs sont donc conscients de ce qui les attend face à cette sélection qatarie qui souhaite aussi réussir cette période préparatoire avant d'entrer dans le vif du sujet de la Coupe d'Asie des nations, sachant qu'elle reste l'un des grands favoris de ce tournoi.

M. M.

Coupe d'Algérie (32^{es} de finale)
Les «Africains» favoris

Les représentants algériens dans les deux compétitions africaines, la Ligue des champions d'Afrique et la Coupe de la CAF disputent aujourd'hui leurs matchs comptant pour le 1/32^e tour de la Coupe d'Algérie de football et devraient évoluer sur du velours, d'autant plus que leurs adversaires sont tous des formations des divisions inférieures. Ainsi, la JS Saoura qui a arraché son ticket de qualification à la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique, se rendra à Lakhadaria pour croiser le fer avec l'Ithihad local. Les poulains de Neghis ne devraient pas trouver de peine à l'emporter et composer leur billet pour le prochain tour, d'autant plus que l'adversaire n'est pas vraiment un foudre de guerre. Les

Sudistes souhaitent en tout cas aller loin dans cette compétition et ne veulent pas s'arrêter au tout début de l'aventure dans cette épreuve populaire. De son côté, le CS Constantine reçoit à domicile au stade Hamlaoui la formation du RC Bougaâ relevant de la wilaya de Constantine. Les «Sanafirs» dont le moral est au beau fixe avec cette qualification en Ligue des champions, souhaitent en faire de même en Coupe d'Algérie et aller le plus loin possible. L'USM Bel Abbès, éliminée en Coupe de la CAF, reçoit le MS Cherrhell et devrait faire tout son possible pour se reprendre et poursuivre l'aventure dans une compétition locale. Les gars de la Mekerra savent ce qui les attend et dans le même temps entendent réussir leur

entrée en la matière dans cette compétition. Enfin, le Nasr d'Houssein-Dey se rend à Béjaïa où il croisera le fer avec la modeste formation de l'O Akbou avec la ferme intention d'aller le plus loin possible dans cette compétition. Les Sang et Or savent aussi qu'ils doivent faire très attention à cette équipe qui ne se laissera pas faire, d'autant plus qu'il pourrait s'agir du match de leur vie.

M. M.

- LE PROGRAMME :**
Jeudi 27 décembre :
- IB Lakhadaria-JS Saoura
- CS Constantine-RC Bougaâ
- USM Bel-Abbès-MS Cherrhell
- Olympique Akbou-NA Hussein-Dey

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Communes d'Aokas et Tizi N'berber/ Béjaïa

1 600 foyers raccordés au gaz naturel

PAS moins de 1 622 foyers ont été raccordés dans une grande liesse populaire en milieu de semaine au réseau d'alimentation en gaz naturel à Tizi N'berber et Aokas. La mise en service a été effectuée par le wali lors d'une visite dans la région. Très attendue par la population, la mise en service du gaz naturel s'est déroulée dans une ambiance festive. Des centaines de familles vont enfin passer l'hiver au chaud et ne penseront plus désormais à s'approvisionner en bonbonnes de gaz butane. Le chef de l'exécutif, accompagné par le P/APW et le responsable de la SDE de Béjaïa, a commencé sa visite par la commune montagnaise de Tizi N'berber, où il a procédé d'abord à la mise en service partielle du gaz au profit de 780 habitations. Au village Tala Khaled, commune d'Aokas, 842 foyers ont été alimentés en gaz de ville. Ici aussi, les habitants étaient très contents d'autant qu'ils ont manifesté plusieurs fois à ce propos. Ils sont enfin soulagés de ne plus recourir aux bonbonnes de gaz butane et surtout ne plus revivre la pénurie d'il y a quelques années. Laquelle avait été provoquée par le blocage des voies de communication causé par les chutes de neige. Il faut noter qu'une enveloppe financière de l'ordre de 70 milliards de centimes a été allouée par l'État pour alimenter quelque 3 000 foyers en gaz dans la daïra d'Aokas. Avec le raccordement de ces 1 622 nouveaux foyers, le taux de pénétration en gaz naturel dans la wilaya de Béjaïa dépasserait les 50%. Pour rappel, l'objectif de la SDE est de dépasser les 87% d'ici le premier trimestre 2019.

Lors de sa sortie, le chef de l'exécutif s'est rendu au village Agueni Yerwel, dans la commune de Tizi N'berber où il a inspecté le chantier de réhabilitation du CW15, qui a connu un grave affaissement de terrain en 2012. Un montant de 6,5 milliards de centimes a été consacré à ce projet qui traîne encore. Le premier responsable de la wilaya a instruit l'entreprise détentrice de ce projet à l'effet d'accélérer les travaux afin de les achever avant l'arrivée de la période des grandes pluies. Au village Agueni Messaoud, c'est le chantier de réalisation d'un programme de 50 logements LPL qui a été inspecté. La distribution tarde à se faire à cause de l'absence encore des VRD. Des instructions ont été données aux directions concernées afin de procéder au raccordement de ces logements aux réseaux AEP et d'électricité dans les plus brefs délais afin d'achever les travaux de raccordement aux différents réseaux pour que les bénéficiaires puissent les habiter au plus vite. Le wali a officiellement inauguré un poste avancé de la Protection civile en faveur de la commune de Tizi N'berber. Le wali de Béjaïa a également inauguré quatre salles de classes, réalisées en extension à l'école Mouzaoui-Mohand municipalité d'Aokas. Notons que le wali a effectué le lendemain une visite de travail et d'inspection au niveau du parc industriel de Boudjellil. «Sur site il a instruit les directeurs de l'exécutif afin de collaborer avec le bureau d'études pour entamer les raccordements prévus aux réseaux d'AEP, électricité, gaz et fibre optique», a souligné la cellule de communication de la wilaya. **Hocine Cherfa**

Barrage de Koudiate Acerdoune

37 % seulement du quota réservé à Médéa exploités

SEULEMENT 37% du quota d'eau réservé à la wilaya de Médéa à partir du système de transfert des eaux du barrage de Koudiate Acerdoune (Bouira), sont exploités à jour, pour alimenter les 22 communes déjà raccordées à ce système, a révélé mercredi la direction locale des ressources en eau. «Un volume d'eau équivalent à 74 mille m³/jour est utilisé actuellement pour alimenter 22 communes de la wilaya de Médéa, à partir du quota réservé à la wilaya, à la faveur de ce système de transfert estimé à 200 mille m³/jour», a indiqué la directrice des ressources en eau, Nassima Tahri, lors de l'examen du dossier des ressources en session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya. Ce taux de consommation «devrait augmenter sensiblement au cours de l'année prochaine, pour dépasser le seuil de 50%, en prévision du

raccordement de treize nouvelles localités», situées en majorité dans la partie nord-est, est et sud de la wilaya, a-t-elle expliqué, ajoutant que les nouveaux projets de raccordement «sont en cours et devraient être livrés pour exploitation, d'ici la fin 2019». Elle a fait part, en outre, de la programmation de deux autres communes supplémentaires, en l'occurrence El-Haoudine et Bouaiche, pour bénéficier de ce système de transfert, tout en faisant observer que la relance du projet de la nouvelle ville de Boughezoul, notamment la concrétisation du pôle d'attraction industrielle, avec tout ce qu'il implique comme nouvelles demandes de consommation d'eau, permettra d'absorber les 80 mille m³ d'eau inclus dans le quota initial réservé à la wilaya.

Hani Y./APS

État des lieux de la jeunesse algérienne



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Cinq candidats pour le poste de sénateur

■ Cinq candidats prendront part aux sénatoriales du 29 décembre prochain dans la wilaya de Tizi Ouzou.

Par Hamid M.

1094 élus des Assemblées populaires communales et de wilaya sont appelés à élire parmi les candidats du Front des forces socialistes (Rabah Menaoum), du Rassemblement pour la culture et la démocratie (Malik Hesses), du Front de Libération

nationale (Hemou Khemou) et des indépendants (Ouahab Ait Menguellet et Mustapha Bouadou) le nouveau sénateur de la wilaya de Tizi Ouzou en remplacement de Moussa Tamardata issu du FFS dont le mandat prend fin cette année. La direction locale de la réglementation et des affaires générales a

prévu deux bureaux de vote pour ce scrutin des grands électeurs. Numériquement, le candidat du FFS est le favori suivi de celui du RCD, du FLN et des indépendants. Mais ce genre d'élection n'obéit pas toujours à cette règle et pourrait bien être une surprise pour de nombreux observateurs à Tizi Ouzou. **H. M.**

Tennis

La FAT veut installer son centre fédéral à Bachdjarah

La Fédération algérienne de tennis (FAT) souhaite implanter son centre fédéral au Tennis club de Bachdjarah (Alger) pour un meilleur développement de la discipline durant les années à venir, a annoncé mercredi le pré-

sident de l'instance fédérale, Mohamed Bessaâd. «J'ai discuté ces derniers mois avec le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS) concernant ce sujet. Nous sommes en train de préparer à notre niveau un dossier pour qu'on puisse implanter ce centre fédéral à Bachdjarah. Nous estimons que c'est la meilleure solution pour nous pour pouvoir développer cette discipline», a indiqué Bessaâd lors d'une conférence de presse tenue au centre sportif Ghermoul (Alger) pour présenter le calendrier fédéral 2019. Selon le président de la FAT, le centre fédéral permettra à la Direction technique nationale (DTN) de travailler «correctement» et «à long terme». «Si on veut développer le tennis national, il nous faut un centre fédéral et je pense que le Tennis club de Bachdjarah sera la meilleure solution. S'il est mis à notre disposition, tous nos athlètes seront regroupés là-bas en présence d'entraîneurs natio-

naux et étrangers», a-t-il ajouté. En attendant une réponse favorable de la part du MJS à ce sujet, la FAT a commencé déjà par le lancement, récemment, de centres régionaux dans six villes. Il s'agit d'Annaba, Biskra, Tlemcen, Oran, Alger et Blida. «Notre objectif est d'essayer d'élever le niveau technique de notre discipline, et pour cela, nous avons commencé par les centres régionaux. Je pense que c'est une action positive avant d'avoir un centre propre à la fédération. Ces centres ont commencé déjà à travailler avec un programme de huit heures par semaine. Nous avons désigné des coaches nationaux pour assurer les entraînements qui seront supervisés à leur tour par la DTN. Pour le moment, c'est une grande réussite car les intéressés et les participants ont adhéré à l'idée de créer des centres pérennes», a-t-il conclu.

Racim S.